

## UN SUICIDE...

Un homme s'est suicidé à Nevers.

Chaque jour des millions d'hommes meurent. Chaque jour des chômeurs, victimes de la politique poursuivie depuis dix ans se suicident. Ils n'ont même pas le droit de figurer dans les statistiques dont notre époque est si friande. Ils sombrent définitivement dans l'anonymat.

Le suicidé de Nevers, lui, a réalisé une sorte d'union sacrée autour de sa dépouille. Pourtant...!

Pierre BÉRÉGOVOY a milité autrefois à la C.G.T.F.O. qu'il a quittée pour passer au «*syndicalisme*» chrétien. PSU avec Rocard, il a participé à la destruction de la vieille SFIO, vestige du mouvement ouvrier organisé.

Élu en 1981 sur une politique de «*rupture avec le capitalisme*», il a voulu coiffer le chapeau de PINAY qui, lui au moins, ne prétendait pas représenter les travailleurs. Un temps, il a rêvé d'être président de la République. On sait ce qu'il en est advenu!

Sa vie personnelle et publique a pu lui sembler un échec insurmontable et c'est, sans doute, ce qui l'a conduit au suicide. On peut comprendre son geste. Pour autant, la mort ne sacralise rien et je n'ai mandaté personne pour me représenter à la cathédrale de Nevers!

Il y a bien longtemps que BÉRÉGOVOY n'était plus des nôtres.

**Alexandre HÉBERT.**

-----

## L'EUROPE DE VICHY...

*Les «citoyens éclairés» font place à des membres de communautés différentes.  
Il doit y avoir, comme l'écrivit CARCOPINO, primauté de l'éducation nationale «sur «l'instruction publique».  
«La France de Vichy» - Robert O.PAXTON*

Il y a des réalités désagréables à regarder et nombreux sont ceux qui se laissent tenter par la politique de l'autruche... Rappeler Vichy serait de mauvais goût surtout si ce rappel est historiquement fondé.

C'est ce qui explique la levée de boucliers suscitée par mon article de «*L'Ouest-Syndicaliste*» au sujet de la G.P.E.C. Il paraît même que je dérangerai la bonne conscience de certains douillettement enfermés dans le cocon de leur ignorance. Décidément, on est loin du «*ce qui manque le plus à l'ouvrier c'est la science de son malheur*» qui marqua mes débuts dans la vie militante. Il est également vrai que certains, et c'est mon cas, sont fiers de leurs origines alors que d'autres, apparemment, le seraient moins!

Mais, tant pis pour qui se sent gêné et, au risque de me répéter, Vichy a été pour le parti catholique (toutes tendances réunies) la divine surprise et l'opportunité d'en finir avec la «*gueuse*», c'est-à-dire, dans le jargon de ces messieurs: la république!

Emmanuel Mounier pouvait écrire en novembre 1940:

«*Le mois de juin 1940 marque dans l'histoire de notre pays une crise devant laquelle chacun doit se re-*

*classer. Mais cette nécessité d'une révolution totale, nous étions à peu près les seuls à l'affirmer en 1932... Elle n'était pas pour nous une opinion parmi d'autres, elle était le sens et la vocation de nos vingt cinq ans».*

Telle était, alors, exprimée, on ne peut plus clairement la position de l'inventeur du personnalisme animateur de la revue «*Esprit*».

Dans «*La France de Vichy*», éditée au Seuil et qui demeure un ouvrage de référence, PAXTON peut écrire: «...*Les jeunes catholiques de gauche qui gravitaient autour d'Emmanuel MOUNIER situaient, dès 1932: le mauvais tournant à la renaissance qui... a manqué la renaissance personnaliste et négligé la renaissance communautaire. Contre l'individualisme nous avons à reprendre la première. Mais nous n'y arriverons que par le secours de la seconde*».

Ce texte est particulièrement illustratif de ce qu'il faut bien appeler une idéologie totalitaire. La personne membre d'une communauté opposée à l'individu libre citoyen d'une République, telle est, l'idéologie exprimée au travers du jargon «*personnaliste*».

On pourrait multiplier les citations, en août 1941 Mounier: «*déclare la guerre au monde de l'argent*» et en appelle à «*une révolution contre l'individualisme*».

Telles étaient, sous Vichy, les thèses défendues par les tenants du «*catholicisme social*». Hier, comme aujourd'hui, elles expriment la haine du mouvement d'émancipation qui débuta à la renaissance et une dérisoire nostalgie du moyen-âge et de ses institutions «*communautaires*». La renaissance, les lumières, la Révolution Française, tels sont les ennemis de ces fieffés réactionnaires que sont les «*cathos de gauche*» (même lorsqu'ils se prétendent «*syndicalistes*»).

Mais la connaissance du passé serait inutile si elle ne servait à éclairer le présent. La défaite des armées allemandes a sonné le glas de l'État Français, pour autant, elle n'a pas mis fin aux agissements de ceux qui préfèrent le «*sujet*» au «*citoyen*», la «*personne*» à «*l'individu*».

Aujourd'hui, la réaction a repris l'initiative, par le biais de l'idéologie «*mondialiste*» et «*européenne*». Un immense effort de conditionnement idéologique a été entrepris pour nous amener à accepter comme une sorte de fatalité une politique de renoncement et à faire de nous les sujets soumis d'instances d'autant plus difficiles à combattre, qu'elles semblent inaccessibles!

Mais, qu'on ne s'y trompe pas, en dernière analyse, ce sont les hommes qui font leur propre histoire!

Bien entendu, chacun demeure libre de ses choix politiques mais peut-on, à la fois, se réclamer de la citoyenneté de la République et demeurer muet devant l'offensive (européenne) des subsidiaires du catholicisme social.

Que chacun lise attentivement l'étude pénétrante que Daniel Schapira a consacré aux élucubrations communautaires des idéologues de «*l'Europe unie*» et qui font le bonheur du couple Mitterrand-Balladur.

On notera au passage comment, après avoir substitué à l'instruction la formation, on nous propose maintenant de nous en tenir à «*l'éducation*»... Autrement dit, de passer de l'école au catéchisme.

**Alexandre HÉBERT.**

-----

## **CONSEIL DE L'EUROPE: UN TEXTE RÉVÉLATEUR**

Du 22 au 25 mars 1993, une conférence a été organisée à Strasbourg par le Conseil de l'Europe sur le thème: «*L'Éducation des adultes et les mutations sociales en Europe*».

Y ont participé des représentants aussi bien des gouvernements que des syndicats des pays suivants: Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Malte, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Saint-Siège, Suède, Suisse, Turquie, Yougoslavie,

Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie.

Comme on le voit, personne ne manquait puisque même le Vatican était représenté. Cette conférence dont les travaux ont été ouverts par Catherine Lalumière en personne, présidente du Conseil de l'Europe, a adopté de nombreux documents. Pourquoi le Conseil de l'Europe a-t-il attaché une telle importance à ce thème de l'éducation des adultes?

### **Un enjeu: «L'Éducation des adultes»**

D'emblée, la déclaration finale situe l'importance accordée par le Conseil de l'Europe à cette question, en avançant comme considérant à tous ses travaux: «*La raréfaction croissante de l'emploi rendant impossible de fournir un emploi à plein temps à chacun*».

Et puisqu'il faut abandonner l'objectif d'un emploi à plein temps, alors tout doit être restructuré. C'est ce que d'ailleurs précise à la ligne suivant l'autre considérant: «*La mise en cause décisive du principe d'une gestion en trois âges de nos sociétés*».

Derrière ce jargon, que se cache-t-il? Jusqu'à présent, ce que le document appelle une gestion en trois âges, c'est tout simplement le fait qu'un jeune suit une instruction et une formation lui permettant d'acquérir une qualification, qu'ensuite, devenu adulte, il a théoriquement le droit à un emploi correspondant à sa qualification et enfin qu'à l'issue de sa vie professionnelle, il a droit à la retraite. Eh bien non, comme un postulat, tout ceci est remis en cause.

### **Primauté de l'Éducation**

A partir de là, la déclaration finale: «*Eu égard au caractère structurel des mutations en cours*», donne un nouvel objectif à la Formation qui devient Éducation (la nuance est capitale comme on le verra): «*Cette Éducation doit permettre à chacun d'acquérir les capacités de flexibilité*».

Et pour cette flexibilité à laquelle il faudrait soumettre tout le monde, «*l'Éducation des adultes*» devient capitale car, comme le dit la déclaration finale: «*Ni l'Éducation initiale, ni la formation professionnelle ne peuvent remplir seules ce rôle*».

Et pour cause. Le but de la formation initiale est de donner une instruction, une qualification et non apprendre à s'adapter à la flexibilité. C'est pourquoi le Conseil de l'Europe met l'accent sur l'éducation des adultes, conçue de fait comme contradictoire à la formation initiale.

L'annexe à la déclaration finale tape encore plus précisément sur le même clou en parlant de: «*La nécessité pressante pour des millions de femmes et d'hommes d'une mise à jour de leurs connaissances et de leurs compétences pour faire face aux nouvelles conditions de l'emploi, du chômage et des loisirs*».

Ces nouvelles conditions étant celles de la précarité, l'annexe à la déclaration finale situe ainsi l'objectif de toute cette conférence: «*l'Éducation des adultes doit permettre non pas seulement d'acquérir des qualités professionnelles (...) mais plus généralement (...) de faire évoluer les attitudes et développer les capacités particulières exigées par les mutations*».

Comme on le voit, en guise d'éducation des adultes, il ne s'agit plus de former à quoi que ce soit comme métier mais de faire accepter la précarité.

### **Flexibles et adaptables**

Dans un autre document, intitulé *Conclusions provisoires*, présenté par le dénommé Gérald Bogard, l'objectif est encore plus clairement affirmé lorsque, partant de ce qu'il appelle: «*un besoin de personnes flexibles, adaptables*», il en conclut tout naturellement de son point de vue: «*Il serait erroné de prétendre y répondre dans l'état actuel de la configuration et des cloisonnements de l'offre éducative. Ni l'éducation initiale obligatoire, ni la formation professionnelle ne peuvent aujourd'hui prétendre à cette nécessité*».

Ce même Gérald Bogard a présenté le volumineux rapport final où il définit ainsi l'objectif de cette conférence du Conseil de l'Europe: «*Il ne nous semble plus possible de recevoir ces termes (de culture et de qualification professionnelle) dans les définitions qui les caractérisaient dans les années 60 ou 70. L'éducation des adultes telle qu'elle se noue au plus près des situations de rationnement de l'emploi, de nouvelle pauvreté, de désertification économique (...) est d'un type nouveau (...) L'éducation des adultes doit plus globalement accompagner tout adulte dans la gestion de ces ruptures qui concernent l'ensemble de ses activités et l'entier de son être et lui permettre de gérer les incertitudes multiples qui en découlent*».

Il s'agit donc d'un projet global totalitaire au sens propre (car qu'est-ce que «*l'entier de son être*»?) qui définit par là même l'éducation des adultes comme l'instrument pour faire accepter la précarité et le chômage de manière contradictoire à la formation initiale.

Cette conférence du Conseil de l'Europe a donc une portée qui dépasse de loin le titre de l'Éducation des adultes.

## Le tripartisme

Pour cette politique, dont nous allons voir plus loin le détail des propositions, les participants à cette conférence du Conseil de l'Europe, dans la déclaration finale: *«recommandent aux États membres de rechercher les conditions d'une cohérence politique de l'Éducation des adultes en concertation avec notamment les partenaires sociaux; d'associer les entreprises et l'industrie, les syndicats, les agriculteurs et autres partenaires sociaux à la promotion de l'éducation des adultes».*

Et à quoi donc veulent-ils impliquer les organisations syndicales?

## GPEC, flexibilité, alternance, individualisation...

Les conclusions provisoires de la conférence partent de ce que le dénommé Bogard appelle *«une révolution de l'emploi»* et qu'il résume ainsi: *«Le phénomène le plus déterminant de ces dernières années est la dissociation du travail et de l'emploi. Le travail se réfère au type d'activité. L'emploi est la forme statutaire donnée à cette activité».*

Pour qu'on comprenne bien la signification de cette grande distinction, il prend un exemple: *«Le statut de stagiaire de la formation professionnelle est une des formes statutaires de l'activité».*

Et à partir de là, il développe sur le thème des compétences dont on sait qu'aujourd'hui, elles sont dressées contre les qualifications: *«Le travail, à l'évidence, appelle des compétences(...) Le travail relève d'une démarche récurrente de conformation des compétences aux exigences du poste de travail à occuper».*

Et pour préciser ce que doit être selon lui le rôle de l'éducation des adultes: *«La dissociation de l'emploi et du travail, la fragmentation des statuts d'emploi et la généralisation des discontinuités au cours d'une vie professionnelle (ce que l'on appellerait nous des périodes de chômage et de précarité NDLR) portent l'accent sur un ensemble de compétences jusqu'à présent négligées, sinon inaperçues: il s'agit de cet ensemble de compétences qui est exigé de tous ceux qui ont à gérer leur vie sur le mode de la discontinuité».*

Résumons ce charabia. Les *«compétences»*, c'est tout ce qui n'a pas de rapport avec une qualification liée à un métier précis mais, à l'inverse, représente la faculté d'adaptation au chômage. Et d'où cette formule, elle, très concrète: *«Il faut rendre l'Éducation à sa vocation d'apprentissage et non d'acquisition d'un grade».*

Tout est dit. Avant, la formation initiale comme la formation professionnelle des adultes conduisaient à un diplôme et donc à un grade. C'est avec cela que le Conseil de l'Europe veut en finir. Et qu'entend-il par *«l'apprentissage»* opposé au grade?

## Compétences et mobilité

Là, le long rapport final de ce M. Bogard permet de comprendre l'objectif: *«L'éducation est vue comme la condition nécessaire de l'ajustement (on retrouve là le terme cher au FMI et à ses plans d'ajustement structurel -NDLR). Un besoin de conversion d'autant plus exigeant qu'il s'appuie sur une situation économique en profonde mutation (...). La demande s'oriente vers la flexibilité, la souplesse».*

Et plus loin encore: *«La carrière d'un individu se voit ma présent découpée en de multiples tronçons d'inégales durées, dotés de statuts différents, assortis de conditions différentes de protection sociale et de rémunération (...). Les nouvelles compétences requises sont un contexte nouveau pour l'Éducation. La mobilité devient un caractère dominant de la carrière au regard de l'emploi, distincte dans sa gestion de la qualification».*

Et donc en clair, les compétences sont bien présentées de manière distincte et donc contradictoire à la qualification.

Et pour que les choses soient encore plus claires, Bogard enfonce le clou: *«La production (..) ne peut s'accommoder d'un fonctionnement codifiant strictement la place, le rôle et le comportement de chacun».*

Mais cette codification stricte, ce sont les conventions collectives et les statuts liés aux qualifications. Pour le Conseil de l'Europe, c'est donc avec cela qu'il faut en finir pour y substituer ce que Bogard appelle: *«une nouvelle organisation du travail, une nouvelle politique de formation et de gestion de la main d'oeuvre».*

On est là au coeur de ce qu'est la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, qui est d'ailleurs explicitement recommandée dans une contribution annexe d'un dénommé Stroumza qui parle: *«du rôle que la formation peut et doit jouer dans le contexte socio-économique (connaissance des enjeux et mécanismes de la gestion prévisionnelle des compétences».*

Pour en revenir au rapport final de cette conférence du Conseil de l'Europe, une définition y est donnée du: *«Nouveau contour des compétences exigées: les compétences liées à l'intervention renouvelée des opérateurs (c'est dans ce langage moderne le nouveau terme pour parler des ouvriers. On n'est plus ouvrier exploité, on est opérateur. De même que les balayeurs sont appelés par ces modernistes techniciens de surface -NDLR); la panne devient condition normale de production sur des installations fragiles(...) Le travail*

de surveillance et de dépannage se fait en équipe, dans le cadre d'une responsabilité collective qui appelle une polyvalence d'intervention».

Quel progrès de définir les nouvelles compétences par les dépannages des pannes dans la production! Mais cela a un but bien précis. Car une petite note en bas de page explicite pourquoi ce long développement sur la panne: *«Le caractère aléatoire des pannes et dysfonctionnements exigera donc une certaine quantité d'opérateurs-surveillants aptes à faire face le plus rapidement possible. Ce qui entraîne une nouvelle approche de la rémunération: ces opérateurs sont rémunérés non sur leur travail mais leur disponibilité».*

Tout est là. Tout ce développement stupéfiant sur les pannes dans la production n'avait qu'un but: aboutir à la note en bas de page. Les travailleurs ne devraient plus être payés selon leur travail et leur qualification mais selon une compétence de disponibilité, 24 heures sur 24. On voit bien que cela dépasse de loin le problème du dépannage des pannes dans la production. C'est toute la nouvelle organisation du travail où les salariés devraient devenir des esclaves disponibles à tout moment, sans plus aucune codification stricte, pour reprendre la formule citée plus haut.

### **L'alternance école-entreprise**

Dès lors qu'il ne s'agit plus d'acquérir une qualification pour un travail stable mais des compétences d'asservissement, alors, bien évidemment, les patrons sont bien mieux adaptés que les enseignants.

C'est pourquoi l'annexe à la déclaration finale définit comme principe celui: *«d'ouvrir les actions éducatives à l'intervention de professionnels non formateurs»*, proposition reprise à de multiples endroits dans tous les documents de cette conférence du Conseil de l'Europe.

Et dans son rapport final, Bogard parle: *«des formules d'alternance plus ou moins potassées qui font du lieu de travail un lieu de formation».*

Et il prétend à une théorisation: *«la nouveauté est ici la rupture avec la pensée de la formation comme moment de préparation préalable à toute mise en "pratique", nécessairement antérieur à l'accès à l'emploi».*

Si on comprend bien, les enfants et les jeunes n'ont plus besoin de préparation préalable avant d'aller à l'usine, ils se formeront tout au long de leur vie dans la pratique de la précarité. Ce n'est rien d'autre que la justification du retour au travail des enfants.

### **Syndicats ou corps intermédiaires**

L'ensemble de ces documents issus de cette conférence du Conseil de l'Europe constitue au sens propre un véritable programme théorique de réaction contre la démocratie et la civilisation. Car pour justifier toutes les propositions visant à mettre à bas des décennies d'acquis en matière d'instruction et de formation initiale, le rapport final prétend à une élévation théorique qui met en cause les principes mêmes de la démocratie. Jugeons-en par ces quelques citations édifiantes: *«les corps intermédiaires: syndicats, partis, Églises, solidarités familiales ou de voisinage connaissent une certaine érosion».*

Passons sur cette mise sur le même plan des syndicats et des partis et des Églises. Tout cela pour amener à quoi? *«La relation du citoyen à son groupe d'origine se modifie(...). Les statuts apparaissent de plus en plus incertains et mouvants».*

En clair, il n'y aurait plus de classes sociales ; et donc plus de justification à la défense de statuts.

### **La démocratie en cause**

Mais quel est le véritable objectif de cette attaque contre ce que le rapport appelle les *«corps intermédiaires»*? Nous allons le voir, c'est la démocratie qui est en cause. Le rapport final fait une certaine généralisation: *«Une certaine tradition construite depuis les philosophes grecs jusqu'à la Déclaration des Droits de l'Homme, en passant par les religions messianiques et la Renaissance, apparaît comme une tradition désormais particulière, approfondie par les uns, désuète pour les autres».*

Comme on va le voir dans les phrases suivantes, le rapporteur penche lui pour le deuxième terme puisqu'il précise aussitôt: *«La modernité s'est construite sur quatre piliers: la science, la démocratie, la raison et l'Occident. Ils sont aujourd'hui soumis à une question d'autant plus radicale que l'Europe est exposée à de redoutables questions (...) Assurément, la place de la raison dans l'histoire est remise en cause».*

Et pour fonder cette justification théorique de l'obscurantisme opposé à la raison, le rapporteur final prétend faire appel à la science, en parlant de: *«La rupture que marque la recherche scientifique en quittant les certitudes de la nécessité, de la causalité; en s'intéressant aux indécidables, au chaos, aux catastrophes, à la complexité, la science post-moderne fait la théorie de sa propre évolution comme discontinue».*

En travestissant les discussions en cours qui partagent entre eux les scientifiques eux-mêmes sur la théorie dite du chaos (dont le fondement n'est nullement l'imprévisible, contrairement à l'utilisation obscurantiste qui en a été faite mais les conséquences considérables que peut entraîner une infime variation de

la cause de départ), le rapport final de cette conférence du Conseil de l'Europe veut nier ce qui est à la base depuis des dizaines de siècles de la marche en avant de l'Humanité, à savoir la recherche du progrès. Et tout cela pour un projet au sens propre corporatiste contre la démocratie, lorsqu'on lit: *«Le droit lui-même, notamment celui de l'Homme et de ses libertés fondamentales, est ébranlé. Les principes qui le constituaient jusqu'alors ne suffisent plus»*.

Et considérant que: *«La distinction usuelle entre droits civiques et politiques et droits économiques et sociaux»* est dépassée, le rapport propose de: *«forger une nouvelle définition et une nouvelle forme de démocratie»*.

Fondée sur quoi?

## **Démocratie ou totalitarisme**

*«Le politique, l'économique et le social sont indissociables. L'industrialisation comme la démocratie parlementaire représentative ont reflété une société particulière. (C'est donc maintenant dépassé - NDLR). S'ouvre aujourd'hui un type d'organisation sociale que nous ne pouvons encore penser. Notre seule certitude est celle transformera l'ensemble des institutions, des instances de régulation. Elle exigera des qualités et des engagements différents de la part de chaque citoyen. Ceux-ci se préciseront au fil du temps; mais il conviendra d'accompagner les individus dans le moment difficile de cette transition; de créer des lieux où les individus pourront valoriser leur expérience et chercher ensemble des solutions à leurs difficultés. Notre pari, c'est que l'Éducation des adultes peut être un lieu de ce type»*.

En clair, il s'agit d'un projet totalitaire où chaque individu devra être *«accompagné»* dans l'entreprise comme dans la société. Les droits spécifiques des salariés n'existent plus, puisqu'étant dilués dans ce vaste ensemble *«total»*. C'est précisément le corporatisme au sens mussolinien. Et tout naturellement, les autres propositions de cette conférence découlent de cette conception.

## **La subsidiarité**

Les citations faites ci-dessus éclairent totalement la véritable signification du principe de subsidiarité à la base du Traité de Maastricht. Au sommet de l'Europe, des décisions bien centralisées sont prises. C'est d'ailleurs ce que disent les conclusions provisoires de la conférence: *«Nous ne pouvons limiter nos ambitions au plan des États. Un certain nombre de mesures sont à envisager au plan européen»*. D'où la proposition qui est faite: *«d'encourager à la constitution de partenariats transnationaux»*.

Ensuite, on applique. Et l'annexe à la déclaration finale établit comme un principe: *«d'appliquer les principes de subsidiarité et de solidarité à tous les niveaux du développement des politiques et de la mise en œuvre de l'Éducation des adultes»*. Et comme un autre principe, *«de prendre en considération toute la personne située dans son contexte socio-culturel (principe de globalisation) et mieux adapter les contenus aux réalités locales, à la nécessité continue d'apprendre à apprendre et de s'adapter»*.

Donc, au sommet de l'Europe, on décide un plan unifié qui, précisément pour détruire l'instruction, doit ensuite s'appliquer dans la diversité totale, adaptée aux réalités locales.

## **Endoctrinement contre laïcité**

Les considérants cités plus haut contre la place de la raison dans l'histoire et la démocratie et les besoins très concrets, eux, du grand capital de disposer d'une main d'œuvre flexible, amène tout naturellement la conférence du Conseil de l'Europe à prôner tout au long de ses travaux une conception de l'Éducation des adultes faite d'endoctrinement et de remise en cause de la laïcité.

Un des principes de l'annexe à la déclaration finale préconise: *«de fournir un ensemble d'opportunités éducatives, pertinentes dans un cadre social contemporain (santé, vie familiale, valeurs spirituelles (...) personnelles (... cultures du chômage, de l'émigration, de l'illettrisme, de la pauvreté, etc...))»*.

Et bien sûr pour cela, il ne faut plus faire appel aux enseignants. Le rapport final est très clair à ce sujet lorsque dans un chapitre intitulé: *«Organiser le multi-partenariat»*, il est écrit: *«Dans sa conception comme dans sa production, l'Éducation repose sur l'abandon du monopole de l'Éducation par les éducateurs. Le point commun entre tous les projets est précisément de faire pénétrer les éducateurs dans un partenariat multiple avec les organisations de la société civile, économiques, caritatives, syndicales, politiques, médiatiques ou religieuses»*.

Il est sûr que pour mettre en cause la démocratie et préconiser l'adaptation à la flexibilité et au chômage, il vaut mieux s'adresser aux curés et aux associations de charité qu'aux enseignants. C'est là tout le programme du Conseil de l'Europe, qui, bien sûr, pour cela a de l'argent, puisque dès le début de la déclaration finale, il est recommandé expressément aux États membres de: *«reconnaître la contribution décisive des organisations volontaires et leur allouer des ressources à cette fin»*.

## Détruire l'enseignement pour éduquer les adultes

Dès l'annexe à la déclaration finale, on retrouve le langage cher aux réformes Savary-Jospin-Lang, lorsqu'il est proposé de: «*mettre en place une fonction d'aide et de conseil individualisé pour aider les apprenants (on ne parle plus bien sûr d'élèves ou de stagiaires en formation car cela rappellerait trop l'enseignement NDLR) à construire un projet et négocier un parcours d'apprentissage adapté*», pour finir par cette autre proposition «*d'inclure systématiquement une dimension d'évaluation au sein des projets d'éducation des adultes*».

Quant au long rapport final, il suffit de citer, sans commentaires, quelques titres de chapitre de la partie concernant les propositions: «*changer de système éducatif; une éducation de proximité; une pédagogie de la personne comme totalité; la pédagogie du projet; une référence moindre à l'abstraction; partenariats; l'individualisation; décentraliser l'initiative; professionnaliser, etc...etc...*».

Daniel SCHAPIRA.

---

## DE CI - DE LA... CAHIN - CAHA

### LES «HOMMES D'ÉTAT»

Tous les «*hommes d'État*», ou presque, se sont retrouvés pour rendre hommage à l'un des leurs, c'est-à-dire à eux-mêmes, et cela a donné lieu à de belles palinodies.

**Du côté du P.C.** - Pour Alain Bocquet, Président du groupe communiste à l'Assemblée: «*Pierre Bérégo-voï issu du monde ouvrier était devenu un homme d'État inspirant le respect au-delà des divergences politiques*». On ne saurait mieux dire «*issu*» c'est-à-dire sorti du monde ouvrier pour faire un «*homme d'État*».

**Fiterman:** «*l'honnête homme*». Le chef de file des communistes refondateurs (et ancien ministre!) s'incline devant: «*la mémoire de l'honnête homme qui s'en va...*».

**Tartufes** - Ainsi, tous les politiciens ... ou presque, inutile de les citer tous, ont versé des larmes de crocodile sur la dépouille de Pierre Bérégo-voï. Tout bien considéré, pourquoi s'en offusquer? Tous ces gens pleuraient sur eux-mêmes!

En revanche, du côté des syndicalistes, on aurait pu espérer un peu plus de retenue. Mais nous vivons, décidément, une drôle d'époque. Il semblerait que de nombreux syndicalistes se prennent, eux aussi, pour des «*hommes d'État*»...

Qu'on en juge:

**La C.F.D.T.** - «*Nicole Notat s'incline devant la mémoire de Pierre Bérégo-voï, l'ancien Premier Ministre, le militant, l'homme de conviction et salue son sens de l'État*»...

Reconnaissons qu'elle pouvait difficilement faire moins pour un homme qui a tant fait pour la CFDT.

**La C.G.T.** - Décidément, les néo-staliniens n'ont pas fini de nous étonner. Viannet rend un hommage appuyé à l'homme du «*franc fort*» pour les capitalistes et du chômage pour les travailleurs. Les relations de la C.G.T. avec l'ancien ministre, dit-il: «*ont toujours été empreintes du respect de l'homme et de l'homme politique qui caractérisait sa propre démarche*»...

Il est vrai qu'en matière de «*respect de l'homme*» les staliniens sont de fins connaisseurs.

**La C.G.C.** - Tout compte fait, Marchelli fait preuve de plus de dignité lorsqu'il se borne à déclarer: «*L'ancien premier ministre était un homme sincère qui se battait pour ses idées et qui, même s'il a échoué, n'en était pas moins respectable*».

Encore que les «*idées*» de Bérégo-voï?

**La C.G.T.F.O.** - Marc Blondel, quant à lui, a fait fort. Après avoir rappelé que Bérégo-voï avait adhéré à F.Q. en 1948 et en oubliant de mentionner la date à laquelle il l'a quittée pour passer au «*syndicalisme*» chrétien, il s'est dit: «*fier d'être un ami de Pierre Bérégo-voï... L'ajusteur est devenu Premier Ministre, il en*

*était fier et nous l'étions avec lui*», écrit-il dans un texte intitulé «*Adieu Pierre*»... Certes, parvenu et fier de l'être, tel était, en effet, Pierre Bérégofoy. On est loin du «*refus de parvenir*» des militants de la vieille C.G.T. Alors Marc, la consécration pour un militant ouvrier... devenir Premier Ministre?

**Chez les patrons** - Même son de cloche mais plus compréhensible. Mr Périgot assure que Pierre Bérégofoy «*...lui a toujours manifesté de la considération et une totale disponibilité... S'il ne m'a pas toujours suivi dans mes conseils ou mes demandes, il m'a toujours écouté...*».

C'est le moins qu'on en puisse dire !

## **U.I.M.M. : RETOUR D'INVESTISSEMENTS**

Beau retour d'investissement pour le syndicat patronal de la métallurgie. Par un heureux concours de circonstance, les fédérations FO et CGT et la métallurgie ont inscrit à l'ordre du jour de leur congrès respectif le délicat problème de la «*gestion prévisionnelle des emplois et des compétences*» (GEPC) pour la mise en œuvre de laquelle le patronat souhaiterait leur concours.

Un bonheur n'arrivant jamais seul, d'ores et déjà, la fédération FO de la métallurgie est normalisée par l'appareil de son secrétaire général Michel Huc, lequel s'est, en outre, opposé à l'adoption d'un texte faisant référence à la *Charte d'Amiens* et refusant d'associer les syndicats à la mise en œuvre de la GPEC et, pour couronner le tout, proposer la création d'«*interfédérales du privé*» au plan des bassins d'emploi, ce qui remet en cause les structures interprofessionnelles héritées de Pelloutier, fondées, elles., sur les unions départementales.

Il est vrai que, si la proposition de la Fédération FO de la métallurgie était suivie d'effets, il ne resterait plus alors que d'attendre l'instauration d'une chambre des «*corporations*» pour permettre à Michel Huc et à ses semblables (de la CGT et d'ailleurs) de collaborer avec leurs employeurs à l'exploitation des «*ressources humaines*».

Tout ceci s'est manigancé au congrès de la Fédération FO de la métallurgie, sous la haute direction de Bergeron et de quelques autres. Cela n'a pas empêché Marc Blondel de me désavouer pour avoir, à propos des engagements de Michel Huc, osé évoquer Vichy. Apparemment, pour Marc, on ne devrait pas parler de corde dans la maison d'un pendu... mais qu'importe... Je ne suis pas superstitieux.

## **M. BERGERON À PARIS**

Au congrès de l'UD FO de Paris, André Bergeron s'est beaucoup activé pour organiser et développer sa fraction anti-blondelliste. C'est ainsi qu'il a publiquement comparé les normalisateurs à la solde du patronat à ceux qui, en 1945-46, (j'en étais) ce sont opposés à la main mise stalinienne sur la CGT.

C'est à la fois ridicule et abject!... A moins qu'André Bergeron ne confonde l'anti-stalinisme des «*confédérés*» de la vieille CGT avec l'anti-communisme des nationaux socialistes allemands.

On n'est pas au bout de nos surprises.

## **PAR LA FENÊTRE...**

Si on en croit la «*Nouvelle république*» du 1<sup>er</sup> mai 1993, ... Luc Guyau a passé un mauvais quart d'heure à la Rochelle. Le Président de la F.N.S.E.A., syndicat majoritaire, intervenait à l'occasion du congrès de la F.O.P., *Fédération des oléo-protéagineux*. Il s'est fait accueillir dès son arrivée par une centaine de membres de la *Coordination rurale*, qui s'étaient invités, à la: «*Pourri, vendu, traître*»; Luc Guyau a reçu des œufs et a bien failli prendre un bain forcé dans le port de plaisance et un peu plus tard, le congrès s'est achevé dans la confusion. Attendu au dehors par ses détracteurs, Luc Guyau a dû s'échapper par une fenêtre et faire dépanner sa voiture dont les pneus étaient dégonflés.

A l'origine des ennuis du dénommé Luc Guyau, un désaccord sur la réforme de la PAC («*politique agricole commune*» qui voue des dizaines de milliers d'agriculteurs au chômage et à la misère).

La F.N.S.E.A. dont on connaît les origines socio-chrétiennes, voudrait «*réformer la réforme*» alors que, pour la coordination qui veut jeter la réforme au panier, cela revient à faire œuvre de «*collaboration*».

Décidément, dans le monde agricole, la mise en œuvre de la «*gestion prévisionnelle des emplois et des compétences*» ne se fera pas sans heurt et les «*collaborateurs*» risquent fort de se voir malmenés... Dur, dur!

**Alexandre HÉBERT.**



## IN MEMORIAM

T'en souviens-tu, Maurice, t'en souviens-tu?

Ton patron t'avait «*vidé*», toi, décoré de la Médaille du Travail, après tant d'années de bons et loyaux services.

Nous t'avons défendu et l'Inspecteur Départemental du Travail a refusé ton licenciement.

Ton patron a contesté et nous t'avons défendu à nouveau devant le Directeur Régional du Travail et ton licenciement fut encore refusé.

Ton patron est intervenu plus haut et le Ministre de la solidarité, un certain Bérégovoy Pierre, a cassé les décisions de ses inspecteurs et a confirmé ton licenciement.

Nous, tes camarades, nous t'avons soutenu pour t'éviter le désespoir et nous t'avons défendu devant les Prud'hommes, devant le Tribunal Administratif, devant la Cour d'Appel, devant le Conseil d'État, en tout, neuf procès! Et, avec nous, tes camarades, tu les as tous gagnés et tu as retrouvé ton boulot et ta dignité.

Et puis, au terme d'une longue et douloureuse maladie, tu nous as quittés, dignement.

Nous t'avons accompagné à ta dernière demeure, en passant par l'Église parce que tu y croyais.

Aujourd'hui, à l'enterrement d'un certain Bérégovoy Pierre, ils y sont tous dans la cathédrale, tous ces citoyens qui se prennent pour des princes, ils y sont tous mais pas nous, tes camarades.

Repose en paix, Maurice, les princes ne vont pas au Paradis.

Ce 4 mai 1993,

Jean MÉCHINAUD, Emmanuel NICOLAIZEAU.

-----

## L'ARNAQUE ÉCOLOGISTE

### La dioxine n'est plus une diablesse

Nous reviendrons à une autre occasion sur un ouvrage particulièrement intéressant, «*Ozone un trou pour rien*» (1), dont les auteurs, deux journalistes scientifiques nous mettent en garde contre le danger politique, à l'échelle internationale, que va devenir l'écologisme dans les décennies à venir: en effet, la fraction dynamique de la classe dominante des USA (représentée au plus haut niveau de l'État par le vice-président Al Gore) a choisi de jouer cette carte et d'en faire une des armes de choc de l'impérialisme américain et, par voie de conséquence, de la C.I.A. Ainsi les imbéciles heureux mal déstalinisés qui veulent «*refonder*» ou «*recomposer*» en s'alliant avec la peste verte vont passer incontinent de la complicité objective avec le KGB à la complicité objective avec la C.I.A. Tout de même, ce que ça peut être drôle la politique!!!

La version française du bouquin a été préfacée par Haroun Tazieff qui, en particulier, tire les conclusions de l'erreur à laquelle il a involontairement participé à propos de l'accident de Seveso. La lecture de ces pages est un excellent exercice de décrassage intellectuel. Voici de larges extraits du texte d'Haroun Tazieff:

*«.... c'est qu'une espèce d'hystérie, en cette dernière vingtaine d'années, s'est emparée de certains écologistes, hystérie caractérisée par la peur, quelque fois panique, devant la civilisation techniquement plus sophistiquée à laquelle, qu'on s'en félicite ou qu'on le déplore, nous appartenons. Cette peur conduit les personnes en question à refuser tout ce que le progrès technique propose. Leur cri de guerre se résume à «Non à ...». Remplacez les points de suspension par le train à grande vitesse, l'avion supersonique, le nucléaire, le DDT, les CFC, et même le CO2 et vous aurez l'essentiel de leurs phobies.*

*L'autojustification que je me suis autorisée est rendue nécessaire par les aimables accusations que ce type là d'écologistes me porte, celle d'incompétence: selon eux, je pourrais à la rigueur exprimer mes opinions sur les éruptions volcaniques, sur les incendies de forêt (et encore ...), voire sur la prévention des tremblements de terre, mais ni sur l'électricité d'origine nucléaire, ni sur la destruction de l'ozone, ni sur les dioxines, ni sur l'effet de serre. Bien sûr si, à propos de ces sujets, j'avais professé un alarmisme semblable au leur, il est assez peu probable qu'ils m'aient alors accusé d'incompétence. Au contraire, ils m'applaudiraient à grand bruit. Malheureusement pour moi, j'ai eu l'audace de dénoncer et d'évoquer les*

(1) Rogelio Maduro & Ralf Schauerhammer, «*Ozone, un trou pour rien*», préface d'Haroun Tazieff, Ed. Alcuin, Paris 1992.

*manquements à la déontologie de la science qui, parfois, se trouvent à l'origine des vastes campagnes catastrophistes orchestrées savamment et très coûteusement. (D'où vient l'argent...?).*

*A l'époque, 1976, citoyen lambda, individu parmi les centaines de millions d'individus visés par la campagne de désinformation lancée à l'échelle du globe, j'avais cru à ce qui était ainsi, universellement et impérativement, affirmé comme vérité incontestable: les PCB, pyralène en tête et les dioxines qu'ils exhalaient lorsqu'ils sont chauffés à 300°C, seraient des poisons effroyables. Une ou deux années de cette propagande avaient amené les responsables gouvernementaux - aussi incompetents que je l'étais moi-même en matière de poly-chlorobiphényles - à les mettre très officiellement hors-la-loi.*

*Une demi-douzaine d'années plus tard, je me retrouvai responsable, au sein du gouvernement français, de la prévention des risques majeurs, naturels comme technologiques. Les naturels, je les connaissais assez bien puisqu'ils relevaient de ma profession. Les technologiques, il me fallait m'instruire. Le tout premier dossier que je me fis remettre, tant j'avais été convaincu de la dangerosité extrême des PCB, fut celui de Seveso. L'étude de ce dossier et l'enquête que je menais alors me révéla, premièrement, que cette «catastrophe» n'avait pas fait une seule victime, ce qui pour le «Hiroshima de la Chimie», comme l'avait baptisée un mensuel de vulgarisation scientifique prétendument sérieux, tient quelque peu de l'antiphrase; deuxièmement, que les dioxines de l'avis de tous les experts authentiques consultés (et de l'avis officiel de la très docte Académie des Sciences) ne sont nullement redoutables et n'ont, jamais ni nulle part, tué qui que ce soit.*

*Il s'agissait donc, en présentant comme catastrophe apocalyptique l'incident industriel de l'usine Icmesa à Seveso, d'une désinformation délibérée. Ce qu'en langage moins diplomatique on appelle un mensonge. Le pourquoi de ce forfait extrêmement coûteux (songez à ce que représente une campagne de propagande à l'échelle du globe) tient dans de ténébreuses considérations de monopole, portant sur la fabrication et sur la commercialisation des PCB, dont les très exceptionnelles qualités de stabilité chimique, de non-toxicité, de non-inflammabilité et de non-explosivité expliquaient l'utilisation dans le monde entier, autrement dit, un monopole mondial pour un produit de très haute qualité, c'est-à-dire des bénéfices annuels se chiffrant par milliards de dollars, mais un monopole arrivant à son terme. Quant aux milliards que signifient la destruction - rendue désormais obligatoire - des PCB et leur remplacement, ce sont les consommateurs-contribuables qui, à leur insu d'ailleurs, les paient. Si d'aventure ils en sont informés, ils ne se rebellent pas, puisqu'il s'agit de «défendre la planète»...*

*Ce qui s'est passé pour les PCB semble se passer actuellement pour les CFC (2)...*

*Il y a quelques semaines, Science & Vie - le «mensuel de vulgarisation scientifique prétendument sérieux» - est honnêtement revenu sur cet événement pour faire le point (3). Et c'est toujours agréable de rencontrer quelqu'un comme Haroun Tazieff qui sait reconnaître une erreur et en tirer les conséquences. Je lui reprocherais pourtant d'envisager qu'il pût y avoir de «bons» écologistes. Sans aller, encore, jusqu'à prétendre que les seuls bons écologistes sont les écologistes morts, entendons-nous bien: les écologistes ne sont pas à confondre avec les spécialistes de l'écologie - les écologues - , les écologistes sont au mieux des idéologues naïfs pour la plupart incapables de tenir un raisonnement cohérent y compris dans le domaine de l'écologie, au pire des politicards, arrivistes comme tout politicard, des écolocrates qui ont fui ou rejeté les partis classiques trop encombrés pour créer une des organisations nouvelles où ils seront les patrons, c'est-à-dire les premiers à aller à la soupe du pouvoir si les circonstances s'y prêtent.*

*Et les circonstances, ça se manipule parfois facilement, surtout quand on a comme complices des journalistes ignorants toujours prêts à raconter n'importe quoi d'abord, à réfléchir ensuite quand ils daignent réfléchir.*

*L'affaire de Seveso, racontée succinctement ci-dessus par Haroun Tazieff, constitue un exemple remarquable de la cuistrerie, de la suffisance, de l'incompétence, du je-m'en-foutisme, de l'irresponsabilité des médiaticocrates.*

*Récemment, ils ont encore sévi avec «l'affaire des irradiés de Forbach», systématiquement présentée dans un premier temps à la radio et à la télévision comme «le premier procès du nucléaire civil», alors qu'une installation industrielle - celle de Forbach - d'irradiation de matériau par des électrons accélérés n'a*

(2) op.cit. pp.6-8.

(3) Science & Vie, n°906, mars 1993, Hervé Kempf, «La dioxine n'est plus ce qu'elle était»

strictement rien à voir avec la production d'électricité à l'aide de chaudières chauffées par l'énergie de fission de l'uranium 235 ou/et du plutonium 239.

Si la désinformation a cessé, sans aucune explication, quelques heures plus tard, probablement à la suite de protestation justement véhémentes, on attend encore que Bruno Masure, de *France 2*, et Élise Lucet, de *France 3*, présentent un minimum d'excuses aux téléspectateurs de ces chaînes pour avoir proféré avec assurance une énorme connerie qui, demeurant dans la mémoire profonde du citoyen lambda peu ou pas du tout au courant de ces détails techniques, servira le moment venu les manipulations politiques des écolocrates.

**Marc PRÉVÔTEL.**

-----  
«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.

Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP Nantes n°515-14 C

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Secrétaire de Rédaction: Joël BONNEMAISON.

Directeur de publication: Alexandre HÉBERT.

N° CPPAP: 63485  
-----